

L'école et
après?



Orientation et Transition des jeunes entre les mondes de l'école et les mondes de l'emploi



Jeunes
Enseignement
Emploi
Tout un Programme

Auteur :
Raphaël Darquenne

Date : 15/02/224

Contextualisation : Orientations et Transitions

La problématique de l'orientation des jeunes dans la vie se pose de façon répétée depuis des siècles partout dans le monde. Les questions « Que vais-je faire de ma vie ? » « Quelle place vais-je avoir, recevoir ou prendre dans le monde ? » « Qui vais-je devenir ? » est une question à caractère **universel** qui suppose une réflexion sur le monde, la vie, l'être humain,... La question « Qui suis-je ? », cette question de la **connaissance de soi** se construit et trouve des réponses dans les expériences de vie, dans les rencontres avec d'autres, dans la découverte du monde par la culture, l'enseignement,... Elle se réfléchit, se construit, se traduit et s'expérimente dans les **liens** de soi à soi, de soi aux autres, de soi à notre environnement, de soi au monde, de soi aux **institutions** (famille, école, travail, réseaux,...) dans un double mouvement de soi vers le monde (et les autres) et du monde (et les autres) vers soi.

S'orienter, c'est choisir un chemin dont on ne connaît pas l'issue, c'est se jeter à l'eau, avec ce que l'on connaît ou pas, c'est prendre un risque, c'est faire avec l'**incertitude**. On ne s'oriente pas seul. Pour s'orienter, on a besoin de guides, de cadres de référence, de balises, d'outils,... que peuvent nous transmettre ces autres et ces institutions auxquels nous nous lions, choisis ou non, et qui peuvent nous aider à faire des **choix informés**, des choix en connaissance de cause, réduire un peu nos doutes et nos incertitudes, nous permettre d'avancer avec suffisamment de confiance en nous-mêmes et dans la vie, nous permettre de nous projeter dans un **avenir souhaitable** et désirable pour soi et pour les autres.

Dans nos sociétés avancées, la question de l'orientation se pose particulièrement en rapport avec le travail, marqueur particulièrement important de l'**identité sociale** et personnelle. « Vivre, c'est être utile aux autres », disait Sénèque.

Mais si l'identité professionnelle est une composante centrale de l'identité sociale, nous sommes d'abord nés quelque part à un endroit géographique du globe et (le plus souvent) dans une famille qui a été notre première grande socialisatrice et qui, en plus de nous faire naître comme être humain, nous a fait vivre nos premières expériences relationnelles, affectives, cognitives, celles qui nous ont le plus marqué et nous ont donné à la fois une « personnalité » de base et une appartenance sociale située (par soi et par les autres, les groupes sociaux,...).

La vie est mouvement, à la fois continuité et changement. La question de l'identité (personnelle, sociale, familiale, professionnelle) est intimement liée à la question du **sens**, le sens que nous voulons ou pouvons donner à nos existences en fonction de ce que nous avons vécu et appris. Nous ne sommes pas égaux face à ces questions et face à la liberté de choix et, particulièrement de **choix d'orientation** puisque celui-ci dépendra du bagage que nous avons reçu, de notre culture d'origine, des connaissances que nous avons,...

Pour pouvoir être en situation de choisir son orientation en conscience, il est nécessaire d'avoir pu disposer des **ressources**, des matériaux, des connaissances, des bases affectives et matérielles nécessaires à l'exercice d'une telle liberté. Il est du **rôle de la collectivité** de les fournir à tout un chacun et, plus loin, de les fournir plus particulièrement à ceux qui en sont le plus privés de par leur origine sociale. A défaut, plutôt que de pouvoir faire le choix de leur existence les personnes les plus désavantagées seront **assignées à une place**, placées en situation de relégation, de désaffiliation, stigmatisées, sommées de s'adapter et de s'intégrer se elles ne veulent être exclues de la possibilité de participer à la vie sociale et aux mondes professionnels. Le concept d'**inclusion** permet de souligner la nécessité pour la collectivité de fournir aux personnes ayant des besoins spécifiques, les réponses et ressources adaptées à ces besoins plutôt que d'attendre de ces personnes elles-mêmes qu'elles s'adaptent aux normes attendues.

La vie est aussi **transition**. Les transitions peuvent être **multiples** sur le plan individuel, social, familial ou professionnel (développement de l'enfant, entrée à l'école primaire, secondaire, cursus éventuel en école supérieure, emploi, départ de la maison familiale, décrochage scolaire, déménagement, migration, premier emploi, mariage, divorce, entrée dans l'âge adulte, changement professionnel, rupture,...). Elles peuvent être positives et liées à des développements, de nouveaux investissements, des choix, des réussites ou alors négatives et liées à des pertes, des ruptures, des échecs,... Une trajectoire de vie comprend souvent des transitions multiples et de nouvelles orientations. Un des enjeux des transitions réside dans la possibilité de leur **sécurisation**, de la possibilité qu'elles se produisent en évitant le risque de ruptures trop abruptes ou des souffrances trop importantes. Un des enjeux de l'action publique en matière d'emploi et de formation est de permettre que la transition entre l'école et l'emploi puisse se réaliser de façon sécurisée pour les individus, en leur fournissant les ressources, les connaissances et l'accompagnement nécessaire pour qu'ils puissent faire de cette transition une expérience positive.

Les transitions sont aussi civilisationnelles, sociétales, environnementales, idéologiques, culturelles, technologiques, ces transitions étant étroitement intriquées, reliées et articulées les unes aux autres. On ne vit aujourd'hui ni comme hier ni comme demain. Si hier, l'appartenance sociale et familiale impliquait le suivi de certains types d'études et de certains types d'emploi, aujourd'hui les possibilités et les ouvertures se sont multipliées. Des dizaines de **nouveaux métiers** apparaissent de même que de nouveaux cursus et de nouvelles formations. Pour autant, les **inégalités sociales** ne se résorbent pas et l'action publique peine à permettre l'égalité des chances qu'elle promet. Si hier, l'ordinateur était un simple outil de travail, l'invention et la diffusion de l'internet, du smartphone, des réseaux sociaux, de la gouvernance algorithmique, de l'intelligence artificielle, du **numérique**,... modifient profondément le rapport des individus à l'information, au monde, aux autres,... et constituent une **révolution transformatrice des rapports sociaux** pour le meilleur et pour le pire. Si hier, la **question écologique** était une question qui pouvait être considérée comme accessoire pour certains, elle devient

la question centrale dans un contexte où l'humanité, par sa production et sa consommation de biens matériels, en vient à détruire les écosystèmes dans lesquels elle s'inscrit et dont elle dépend, menaçant sa propre survie et **l'habitabilité de la planète**. Sur le plan politique, la montée des extrémismes menace la **démocratie** et les clivages politiques classiques font place à de nouveaux clivages. La lisibilité du monde et de ses enjeux devient de plus en plus complexe et il devient, par-là, plus complexe de s'y situer et de s'y orienter.

L'expérience du Covid a confronté l'humanité à ses fragilités, à ses doutes et ses incertitudes. Lors de cette période, de nombreuses personnes ont questionné les fonctionnements sociétaux et appelés à un tournant. Face au risque de mort qu'impliquait pour tous cette pandémie, le besoin de liens humains de proximité s'est fait ressentir plus que jamais. De nombreuses personnes ont interrogé le sens de l'existence. Les jeunes, plus particulièrement touchés, ont particulièrement souffert de la **crise**, développant d'importants troubles anxieux et dépressifs et des « craintes de fin du monde ». D'après une étude approuvée par la revue « The Lancet Planetary Health » en 2021, 45 % des jeunes sondés dans dix pays affirmaient que l'écoanxiété affectait leur vie quotidienne. Selon le Rapport des enfants et des jeunes concernés par la santé mentale en Belgique de l'UNICEF (2022) plus de 16,3 % des jeunes âgés de 10 à 19 ans en Belgique sont atteints d'un trouble mental diagnostiqué selon les termes de la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Quel sens donner à son existence dans tout ce contexte ? Comment s'orienter ? Quelle vie choisir ? On le voit, la question de la transition entre le monde scolaire et celui de l'activité (professionnelle ou non) pose certes, des questions d'ordre économique (trouver un emploi pour gagner sa vie) mais aussi des questions sociologiques et éthiques (Comment participer à ce monde en en connaissant les enjeux ? Quelle contribution apporter à un monde qui nécessite des transformations importantes pour être viable pour tous ? A quelle vision ou version du monde prendre part ou participer ?). Choisir une voie professionnelle, ce n'est pas choisir un emploi pour avoir un emploi, c'est choisir une **activité qui a du sens** pour soi, pour les autres et pour le monde. Le rôle de l'action publique est de mettre tout en œuvre pour que les jeunes puissent disposer des ressources (informations, compétences, savoirs, ressources cognitives, matérielles, sociales, relationnelles, culturelles,...) pour ce faire.

Sur le plan plus méso, l'équipe de Jeep, situé comme acteur de la transition entre école et emploi, a souhaité une note de synthèse sur la question de l'orientation des jeunes entre l'école et l'emploi. Si cette orientation connaît quelques déterminations sociales et familiales (Notre identité se construit dès la naissance) qui peuvent laisser penser que le choix de l'orientation professionnelle peut se construire bien avant le secondaire, la plupart des jeunes ne choisissent une **orientation** (études ou formation) professionnelle que **tardivement**, le plus souvent plus tard que la troisième secondaire. Le constat est aussi fait que l'orientation se construit souvent très (trop ?) tardivement et peu en connaissance de cause, les

étudiants du secondaire étant souvent assez peu informés des réalités des mondes professionnels. Le propos de cette note se concentrera donc sur la question de l'orientation (comprise comme choix d'un avenir professionnel) et de la transition (entre le monde scolaire et celui de l'emploi) depuis la première secondaire jusqu'à l'entrée dans la vie professionnelle dans la perspective, pour l'action publique et privée, de permettre une **transition sécurisée et inclusive** pour tous et de permettre à chaque jeune de trouver sa voie professionnelle en conscience et connaissance en Belgique francophone. De façon plus micro, le dispositif Jeep, fort de son expérience, souhaite se positionner comme un acteur de cette transition en développant une stratégie et des outils pertinents et efficaces. Cette note se déploie en quatre chapitres :

- 1) Jeunes...
- 2) Enseignement...
- 3) Emploi...
- 4) ...tout un Programme

Jeunes...

L'étude menée par Jeep en 2021 révèle que la transition de l'école secondaire à l'enseignement supérieur ou de l'école (ou de l'enseignement supérieur) à l'emploi constitue une épreuve pour de nombreux jeunes. Ces derniers peuvent éprouver certaines appréhensions, estiment le plus souvent manquer d'informations pour s'orienter et attendent pour la plupart une écoute, un accompagnement, une aide,... De nombreux jeunes craignent, à l'entrée dans le monde du travail, de ne pas avoir assez d'expérience, de ne pas être pris au sérieux ou de ne pas être à la hauteur.

Force est de constater que la plupart de jeunes, ont une méconnaissance importante des métiers et des filières. Ils ont aussi souvent **des représentations et des aspirations relativement stéréotypées**. Une étude du Forem de 2023 indique que les métiers choisis par les jeunes sont les suivants en ordre de préférence : policier, enseignant (secondaire), médecin, militaire, chercheur, gardienne d'enfant, avocat, infirmier, soigneur animalier, psychologue, ingénieur, enseignant (maternel et primaire), architecte, kinésithérapeute, entrepreneur, éducateur, vétérinaire, mécanicien auto, vétérinaire et comptable.

Si le choix des métiers reste fort genré, le Forem a cherché, dans une étude menée en 2023, à connaître les raisons qui poussent les jeunes à choisir un métier. La première motivation évoquée par les jeunes de 5e, 6e et 7e secondaire est la perspective d'un salaire élevé (20 %). La stabilité de l'emploi a également un poids très important dans l'orientation professionnelle que prendront les jeunes et arrive

en deuxième position avec 13,4 %. Ensuite, avec des pourcentages assez proches, sont cités : bénéficier d'un environnement de travail agréable (12,7 %), disposer de temps libre en dehors du travail (12 %) et évoluer dans sa carrière (11 %).

De nombreux jeunes font part de leur **appréhension à entrer dans le monde du travail** et se posent énormément de questions qui ne trouvent pas toujours de réponses adaptées. Ils craignent souvent de manquer d'expérience, de ne pas être pris au sérieux et estiment être relativement désarmés pour décrocher un emploi. S'orienter, c'est choisir un avenir, c'est s'engager dans une voie qui, si elle n'est certes pas définitive, peut être déterminante pour l'existence.

Le « Labojeune », une étude menée en 2013, indique, que de nombreux jeunes aspirent à disposer d'un accompagnement personnalisé qui leur permette de s'orienter vers la formation ou vers l'emploi. Une étude de l'UFAPEC menée en 2013 indique que 55% des jeunes **souhaitent être conseillés** dans le choix de leurs études supérieures. Ils sont, pour plus d'un tiers, demandeurs de rencontres avec les professionnels sur les lieux de travail, de rencontres avec les professionnels à l'école, de stages.

De façon récurrente, les études menées sur la question de l'orientation et de l'insertion socioprofessionnelle montrent que, pour la plupart des jeunes, ces derniers sont en demande de solutions et de **dispositifs concrets et substantiels**, c'est-à-dire qui, si les jeunes s'y engagent, (que ce soit de la formation ou de l'emploi), débouchent effectivement sur des perspectives d'emploi ou d'activité et non de façon hypothétique. Les filières d'enseignement ou de formation ainsi que les dispositifs d'accompagnement qui ne débouchent sur rien sont dénoncés depuis plus de 20 ans sans pour autant que des dispositions effectives soient prises pour endiguer ce phénomène.

De façon récurrente, encore, la plupart des professionnels en appellent à la nécessité d'une **amélioration voire d'une systématisation de l'orientation** et, ce, de façon moins tardive qu'actuellement. Ils insistent particulièrement sur la problématique du choix d'orientation des étudiants du secondaire. Ces derniers éprouvent des difficultés à choisir leurs options, leurs études supérieures et leurs perspectives professionnelles. L'orientation, pour les moins avantagés et les moins outillés, prend souvent la forme d'un **non-choix**, notamment en raison des processus de ségrégation sociale et de relégation scolaire mais aussi en raison du manque de ressources informationnelles. Comment choisir une orientation lorsqu'on ne connaît pas les professions, les débouchés, les réalités du monde du travail, les fonctionnements des marchés de l'emploi,... ? Force est de constater que, malgré la **pluralité et la pertinence des dispositifs d'orientation existants**, ces derniers ne permettent pas à tous les étudiants de disposer des informations et des outils suffisant pour procéder à leur choix d'orientation. Certains dispositifs existants sont méconnus et leur **accessibilité** fait l'objet de certains freins.

Parler des jeunes comme une catégorie homogène aurait peu de sens dans un propos sur l'orientation. Pour les jeunes de catégories sociales aisées disposant de ressources culturelles, sociales, économiques, affectives ou symboliques

suffisantes, le choix et l'orientation (études ou profession) s'opèrent de façon peu problématique. Pour les **jeunes issus de milieux sociaux disposant de peu de ces ressources**, l'orientation et l'insertion socioprofessionnelle sont bien plus difficiles. Ceux-là sont moins en position d'être **les sujets de leur choix d'orientation** et sont davantage **objets de mécanismes** d'assignation identitaire, de relégation sociale ou de désaffiliation sociale. En ce sens, ces jeunes gagneraient à accéder de façon substantielle à des dispositifs leur permettant, d'une part, de s'orienter et, d'autre part, de développer les connaissances, compétences et habilités nécessaires à leur **inclusion**.

Plus loin, on ne peut s'orienter sans connaître à minima le contexte dans lequel l'humanité se déploie. Pour s'orienter, il est souvent nécessaire de disposer d'outils comme une carte, une boussole (ou un smartphone ?), de connaître les territoires sur lesquels on s'avance, de disposer des connaissances nécessaires pour avancer dans le monde en ayant une conscience suffisante,... A ce titre, la connaissance des institutions est, par exemple, essentielle et fait, souvent, pour les jeunes, cruellement défaut à ce moment crucial où on devient un adulte, où on quitte le cocon sécurisant de la famille et de l'école pour s'avancer vers des territoires nouveaux.

L'**anxiété des jeunes** face aux conditions sociétales actuelles et, plus particulièrement l'éco-anxiété, dont l'origine ne se situe pas dans un dysfonctionnement psychique des jeunes mais dans la situation paradoxale et paradoxante dans laquelle est placée leur conscience qui - même si toutes les dispositions sont prises par certains qui cultivent on un scepticisme cynique pour distraire le monde de ses enjeux - réalise qu'on ne peut à la fois préserver l'habitabilité du monde et continuer à consommer et à produire comme dans le monde d'avant au risque de foncer dans le mur. L'orientation ne peut se concevoir, pour être pertinente, qu'en fonction d'une connaissance et non d'une méconnaissance du monde. Choisir de travailler pour une entreprise multinationale qui ne s'encombre d'aucun enjeu éthique (social ou écologique) n'est pas entreprendre dans un projet privilégiant l'économie circulaire et les circuits courts.

Les jeunes d'aujourd'hui sont aussi nés dans et avec **le numérique** (de façon différenciée selon les catégories sociales) dont le développement s'accélère de façon frénétique modifiant les rapports sociaux. Il est aujourd'hui particulièrement illusoire de penser le monde et de vivre dans le monde sans le numérique. La numérisation s'impose aujourd'hui comme un leitmotiv. Du côté clair, il est porteur de promesses d'efficacité, de transparence, d'accessibilité, de simplification,... Du côté sombre, il est porteur d'autres réalités, de nouvelles exclusions, d'isolement, de perte de contact humains,... Le rythme et les impacts de la numérisation sont aussi rapides que difficilement évaluables ou anticipables. Tous les deux ans, la Fondation Roi Baudouin publie le baromètre de **l'inclusion numérique**. Le dernier baromètre montre que la moitié de la population est menacée d'exclusion numérique. Pour la FRB, l'inclusion numérique comprend trois dimensions : l'accès à internet et aux supports numériques, l'utilisation des services en ligne et les compétences numériques. Pour la FRB encore, les principaux facteurs à l'origine de l'exclusion numérique sont le niveau de formation et de revenu, la composition

familiale et l'âge. Ainsi, par exemple, si 92% des Belges ont accès à internet, pour le quartile des revenus les plus bas, ce pourcentage s'élève à 82%. Si l'utilisation des services numériques augmente (e-santé, e-administration, e-banking,...), elle est 30% plus élevée chez les personnes ayant un niveau élevé de formation.

En bref, l'accélération numérique profite surtout aux personnes ayant un niveau de formation et un revenu élevé et constitue, avec cela, un nouveau critère (d'exclusion, de discrimination, de distinction,...). La **vulnérabilité numérique** a augmenté entre 2019 et 2021. Une des raisons évoquées est l'accélération de la numérisation que ne suit pas l'évolution des compétences numériques des citoyens. Si la numérisation des institutions a construit de façon partielle ou parfois totale (impossibilité d'accéder à certains droits et services par d'autres voies que le numérique) le **passage des publics par les outils numériques comme condition de l'accès aux droits et aux services**, ces publics ne sont pas logés à la même enseigne et une véritable **fracture** peut les séparer. Le numérique s'impose aussi comme un outil non questionnable associé à une insuffisance relative de débat politique sur ses enjeux et ses impacts.

On pourrait penser que les jeunes, par exemple, disposent à la fois du matériel et des compétences utiles pour utiliser **le numérique comme ressource informationnelle** mais « ce n'est pas parce qu'on sait utiliser un smartphone ou un ordinateur pour lire des emails, regarder des vidéos ou utiliser les réseaux sociaux qu'on sait nécessairement rechercher de l'information pertinente ». L'accès aux informations, aux institutions et aux services nécessitent en effet la compréhension de langages complexes et techniques.

S'insérer sur le marché de l'emploi pour s'insérer sur le marché de l'emploi n'est plus suffisant dans le contexte actuel. Pour être pertinente, l'orientation doit prendre en compte à minima les deux enjeux que constituent, d'une part, la **transition écologique, sociale et démocratique**, d'autre part, le **développement du numérique**, de ses usages multiples et de ses impacts. Les acteurs de l'enseignement, de l'emploi, de la formation et de l'orientation ne peuvent faire l'écueil de ses enjeux qui impliquent en particulier **les jeunes, héritiers du monde qu'on leur lègue et futurs responsables de ses orientations**.

Enseignement...

L'enseignement est au cœur de la question des transitions écologiques, sociales, démocratiques et numériques. Les jeunes viennent (le plus souvent) d'une famille et l'école est pour eux le second acteur de socialisation, d'apprentissage et de construction identitaire. Ils y passent plus de 30 heures par semaine durant, bien souvent, plus de 12 années. Pour permettre, d'une part, à chaque jeune de s'orienter vers un avenir souhaitable pour sa personne mais aussi de s'orienter pour construire ou participer à des institutions et à un monde souhaitable et durable, l'école est un des acteurs clés.

On sait depuis les années 70 que l'école participe davantage à la reproduction des inégalités sociales qu'à leur résorption bien que ce fait soit relatif de nombreux facteurs.

Si les évolutions qui concernent le décrochage scolaire fassent l'objet de controverses, il semble que celui-ci, pour différentes raisons, reste relativement important. Selon les chiffres de 2023, le taux de décrochage scolaire en Belgique a augmenté ces dernières années, entre la rentrée d'août 2022 et le 15 décembre de la même année, 23 061 élèves de la maternelle à l'enseignement secondaire étaient signalés en situation d'absentéisme scolaire. Ils témoignent d'une augmentation significative par rapport à l'année précédente. Le décrochage scolaire a augmenté de 32,5 % par rapport à décembre 2021 et de 90,5 % par rapport à 2019.

Si la jeunesse belge est l'une des mieux formées au monde (Le pourcentage des 30-34 ans ayant un diplôme de l'enseignement supérieur en Belgique s'élève à 53,1% en 2022), en CFWB notre enseignement est aussi l'un des moins égalitaires. C'est ce que révèlent en particulier les résultats sur les performances scolaires des jeunes issus de milieux défavorisés, tant dans l'enseignement secondaire que supérieur.

En ce qui concerne l'orientation, de nombreux services et dispositifs existent mais in fine, on parle peu d'**orientation professionnelle et de métiers** à l'école. De nombreux **professeurs se sentent livrés à eux-mêmes** lorsqu'il s'agit d'aborder la question de l'orientation professionnelle et ne disposent pas, souvent, des informations sur les métiers et les emplois. La formation initiale des enseignants, de même que les programmes scolaires, prévoient peu de dispositions pour permettre l'orientation des jeunes. Les écoles et les professeurs peuvent faire appel à différents acteurs et services mais ces derniers n'ont pas les moyens de toucher toutes les écoles. Le choix d'inviter des acteurs de l'orientation dans l'école relève souvent de la discrétion de l'école ou d'un professeur. Plus loin, les étudiants manquent d'information et de connaissances et d'informations, sur les démarches post-études et sur les **services existants** qui pourraient les accompagner. Il est intéressant de noter qu'il existe de nombreux services, formations, accompagnements, stages et dispositifs d'aide sociale dont les étudiants peuvent bénéficier mais qu'ils restent méconnus et peu accessibles aux étudiants.

En, ce qui concerne les stages (dans l'enseignement qualifiant par exemple), les acteurs témoignent depuis longtemps de nombreuses difficultés pour les organiser et les mettre en place, notamment en ce qui concerne la triangulation école-jeune-employeur.

Si l'école ne doit se limiter à permettre l'adéquation entre les compétences et aspirations des jeunes et le marché de l'emploi, elle peut être un des lieux de **découverte des mondes du travail**.

Le Pacte pour un enseignement d'excellence entend permettre le travail des apprentissages transversaux qui ne sont pas nécessairement valorisés dans les socles comme par exemple « apprendre à apprendre » ou « l'esprit d'entreprendre ». Il entend aussi réformer l'enseignement qualifiant pour que l'orientation ne soit plus la conséquence de relégations ou d'échecs scolaires mais bien un choix positif qui permette d'aboutir à un métier. Il promeut une école inclusive, le renforcement de la lutte contre l'échec scolaire, l'approche éducative de l'orientation,... L'élève, mieux soutenu, pourrait disposer d'une meilleure maîtrise des savoirs et des compétences de base et être davantage en mesure **d'opérer un choix positif**, accompagné par des enseignants mieux formés.

On l'a dit, l'orientation se réfléchit, se construit, se traduit et s'expérimente dans les liens de soi à soi, de soi aux autres, de soi à notre environnement, de soi au monde, de soi aux institutions. Si l'enseignement général n'a pas pour objet de préparer à un métier, il semble nécessaire, car de toute façon c'est bien au moment du secondaire que les étudiants procèdent à leur choix d'orientation, de le permettre dans les meilleures conditions possibles.

C'est en faisant l'expérience de la rencontre, du lien à l'autre, que les jeunes se construisent. Dans le cadre de la problématique de l'orientation, c'est en permettant aux jeunes de faire **l'expérience de la rencontre** avec les mondes du travail qu'ils pourront s'en faire une idée leur permettant un choix adéquat d'orientation, que ce soit via des sensibilisations, des formations, des rencontres d'employeurs et de travailleurs, des stages, des expériences de job étudiant, des visites de lieux de travail,...

Emploi...

Dans près de 80 % des cas, les emplois exigent des travailleurs moyennement ou très qualifiés, alors de nombreux demandeurs d'emploi s'avère peu qualifié. Bien que la situation se soit considérablement améliorée ces dernières années, trop de jeunes sont encore sans emploi ; particulièrement à Bruxelles où 20,7% des moins de 25 ans éprouvent des difficultés à trouver un travail adapté à leur niveau de formation.

2022					
	Niveau d'éducation	Bas	Moyen	Haut	Total
Région					
RBC	De 15 à 24 ans	67 251,5	65 182,75	17 379,5	149 813,75
Région flamande	De 15 à 24 ans	276 129	332 494,25	126 748,25	735 371,5
Région wallonne	De 15 à 24 ans	196 622,5	190 792,75	54 865,25	442 280,5

Niveau d'enseignement de la population Belge à partir de 15-64 ans (Statbel)

Force est de constater que, malgré les stratégies et mesures mises en place par les pouvoirs publics (enseignement, activation, qualification, mesures d'aide à l'emploi, action sociale,...), les taux de chômage et d'emploi des jeunes, et en particulier des jeunes peu qualifiés, connaissent très peu d'évolutions depuis 2018.

	2019		2020		2021		2022	
	Taux de chômage	Taux d'emploi						
RBC	29.2%	14.8%	29.1%	13.7%	30.8%	13.0%	31.7%	13.5%
RW	21.9%	19.1%	21.7%	19.1%	25.2%	20.1%	25.0%	19.6%
RF	9.5%	33.4%	10.8%	29.2%	13.5%	29.9%	11.0%	32.3%

Taux de chômage et d'emploi des 15-24 ans selon région (Statbel)

		2018	2019	2020	2021	2022
		Taux d'emploi				
Région	Niv éduc					
RBC	Bas	7,00%	7,60%			
	Moyen	18,60%	20,20%	18,40%	18,30%	19,20%
	Haut	40,80%		29,50%		30,60%
RF	Bas	14,70%	15,60%	13,10%	13,10%	15,20%
	Moyen	38,10%	42,60%	36,50%	35,40%	38,80%
	Haut	52,70%	55,90%	54,00%	53,70%	52,80%
RW	Bas	10,10%	8,90%	8,40%	9,50%	9,80%
	Moyen	26,00%	27,70%	26,00%	25,90%	24,10%
	Haut	39,70%	38,40%	42,30%	38,20%	39,30%

Taux d'emploi des 15-24 ans selon région et niveau d'éducation (ISCED) (STATBEL)

Selon une étude de SD worx (2023) : « La moitié des entreprises n'ont pas assez de personnel pour accomplir tout le travail nécessaire. Pas moins de 56 % des employeurs belges déclarent avoir du mal à attirer des travailleurs et ne s'attendent pas à une prochaine amélioration rapide dans ce domaine. En outre, au moins un tiers d'entre eux ont du mal à garder leur personnel. »

Le phénomène n'est pas neuf mais semble s'accroître au cours des dernières années. Alors que de nombreux demandeurs d'emploi cherchent du travail sans en trouver, de nombreux employeurs peinent à trouver des employés et évoquent une pénurie de main d'œuvre. C'est particulièrement vrai dans certaines fonctions (fonctions critiques ou métiers en pénurie). Différents facteurs peuvent intervenir dans ce que d'aucuns appellent **l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi** comme par exemple l'inadéquation des qualifications aux emplois, les conditions de travail, les pièges à l'emploi, les transformations du marché du travail, les maladies professionnelles,...

Dans une **perspective adéquatiste**, le discours consiste à considérer que les travailleurs doivent s'adapter aux exigences des mondes professionnels et qu'il s'agit de mettre tout en œuvre pour permettre aux individus de disposer des connaissances et des compétences adéquates pour les fonctions en attente d'occupation.

Force est de constater que le monde du travail a connu de **fortes évolutions** : accélération des processus, digitalisation, articulations entre présentiel et distanciel, nouvelles formes de management, rationalisations et découpage du travail, prééminence du ratio coût/bénéfice, gouvernance par le changement, conditions de travail difficiles, ... La pression mise sur les travailleurs est de plus en plus forte ainsi que la soumission à des conditions de stress relativement importantes. La **question du sens du travail** se pose plus que jamais et des travailleurs de plus en plus nombreux éprouvent de la **souffrance au travail** qui peut se traduire par d'importants problèmes de santé.

Selon l'INAMI, on assiste à une **augmentation de 46 % de burnouts et de dépressions de longue durée en 5 ans**. « Les incapacités de travail de plus d'un an (invalidités) en raison d'un trouble mental ont continué d'augmenter en 2021, en particulier celles pour cause de burnout ou de dépression (+5 %), et même si cette augmentation s'avère un peu moins forte qu'en 2020. »

De ceci découle désormais une augmentation de plus de 46 % entre 2016 et 2021 du nombre de personnes en invalidité souffrant d'une de ces deux maladies.

Pour autant, **les jeunes recherchent un emploi qui peut avoir du sens**. S'insérer sur le marché de l'emploi pour avoir un travail n'est plus suffisant dans le contexte actuel. L'orientation ne peut être pertinente qu'en prenant en compte à minima les deux enjeux que constituent, d'une part, la transition écologique, sociale et démocratique, d'autre part, le développement du numérique, de ses usages multiples et de ses impacts.

Une étude de l'institut BVA (2022) en France rapporte « qu'Alors que la COP27 vient de se clôturer en Égypte, **la préservation de l'environnement semble constituer un enjeu majeur pour de plus en plus de jeunes en entreprise** : plus d'un tiers d'entre eux (37 %) la considère comme un sujet prioritaire en matière d'engagement pour les entreprises, contre 29 % en 2021. Une tendance qui s'affirme notamment chez plus de la moitié de ces jeunes ayant un diplôme équivalent ou plus au Bac+3 (53 %). En effet, depuis la crise sanitaire et les confinements, 56 % des jeunes s'estiment être davantage en **recherche de sens et d'engagement dans le cadre de leurs études ou de leur vie professionnelle**. Par ailleurs, ils sont 40 % à déclarer que l'un des rôles principaux d'une entreprise en 2022 est de donner les moyens à ses salariés de s'épanouir professionnellement (contre 34 % en 2021) et 38 % **d'être utile pour la société**. 16 % des interrogés estiment, eux, que le rôle principal d'une entreprise est **d'anticiper les transformations sociales et environnementales et de témoigner d'un engagement sincère**, notamment dans la sélection de ses fournisseurs. »

Une étude réalisée par le cabinet Climact, avec la KULeuven et l'ULiège, qui vise à évaluer la transformation du marché du travail belge face à la transition climatique souligne que « l'impact positif net sur l'emploi n'est possible que si sont mis en place le bon cadre, une intensification de la coordination ainsi que des mesures et politiques d'accompagnement ». Selon cette étude, au cours de cette décennie, la **transition climatique** devrait peser sur des secteurs qui représentent près de la moitié de l'emploi en Belgique : 25 % seront directement impactés, 20 % indirectement.

In fine, l'orientation vers une activité ou un emploi est aussi un enjeu de société. Il est aujourd'hui plus que nécessaire que les jeunes s'orientent vers des emplois et des activités qui **impactent positivement la durabilité et la soutenabilité de la planète**. Ceci dépendra notamment des futurs choix politiques au niveau national et international et des investissements qui seront consentis dans la transition climatique.

...tout un Programme

L'évaluation du dispositif JEEP montre qu'il permet à de nombreux jeunes de découvrir le réseau, les réalités des métiers, d'améliorer leurs stratégies de recherche d'emploi, de mieux comprendre les questions relatives à la vie professionnelle et aux mondes de l'emploi, de les aider dans leurs choix d'orientation, de se projeter dans l'avenir, de mieux connaître les réalités de la recherche d'emploi,...

Le fait de sortir du cadre scolaire, la qualité des outils et des modules déployés, la connexion aux partenaires et aux employeurs sont d'indéniables atouts. Les professionnels et les jeunes se montrent très satisfaits de l'offre de services et les demandes sont nombreuses.

Les quatre modules (orientation et éducation au choix, salaire et gestion budgétaire, stratégies de recherche d'emploi, découverte du monde du travail) proposés sont bien rôdés et permettent à de nombreux jeunes de mieux comprendre le jeu dans lequel ils seront amenés tôt ou tard à jouer.

Situé entre l'école et l'emploi, au cœur de la transition, JEEP a énormément de demandes qu'il peine à satisfaire faute de moyens. Il semble donc nécessaire de lui permettre, d'une part, de déployer davantage son action et, d'autre part, de la développer dans une deux perspectives à articuler : celle des transitions sociétales et celle des transitions des jeunes entre école et travail.

Accompagner, sensibiliser et outiller les jeunes pour qu'ils puissent prendre part au monde est essentiel. Ces derniers doivent pouvoir faire le choix de leur orientation socioprofessionnelle de façon informée et consciente des enjeux dans la perspective d'un avenir souhaitable pour eux-mêmes, pour les autres et pour la planète. Ils doivent pouvoir faire face aux incertitudes et être, pour ce faire, suffisamment outillés et disposer des ressources nécessaires (cognitives, sociales, matérielles, relationnelles, affectives,...) pour apporter leur contribution dans un contexte de transitions multiples (écologique, politique, numérique,...).

S'ils ont des mondes de l'emploi et de ce qu'ils peuvent en attendre des représentations stéréotypées, ils recherchent toutefois des emplois qui ont du sens et qui ne se limitent pas à une activité productive pour les entreprises qui n'assument pas leur responsabilité sur le plan social ou environnemental. L'anxiété des jeunes face aux enjeux mondiaux (climatiques, politiques et économiques) ne se verra pas estomper par la psychologisation des jeunes mais bien dans la construction de perspectives pertinentes pour répondre à ces enjeux assortis : premièrement les investissements nécessaires dans la transition, deuxièmement le développement de filières (de formation et d'emploi) qui puissent y répondre, troisièmement la construction de trajectoires socioprofessionnelles permettant aux

jeunes de s'y engager et quatrièmement l'accompagnement des jeunes en vue de leur capacitation.

Les jeunes, en particulier les plus vulnérables car probablement, les plus susceptibles d'être l'objet des mécanismes d'assignation identitaire et d'exclusion sociale, doivent pouvoir davantage être mis en situation de devenir les sujets de leur existence par la mise à disposition des ressources et dispositifs nécessaires à leur émancipation. Les dispositifs existants en CFBW sont insuffisants pour permettre aux jeunes de s'orienter en connaissance de cause. Les usages du numérique, en particulier, gagnent à faire l'objet d'un travail important. Il s'agit d'une part d'en politiser davantage des enjeux (le numérique pour le numérique ne suffit pas, comme d'ailleurs, l'emploi pour l'emploi) et, d'autre part, de permettre aux jeunes d'en faire usage dans la perspective du développement de leurs connaissances et de leurs compétences et non (seulement) dans celle de leur mésinformation et de leur divertissement. La période des études secondaires est celle où s'opère principalement le premier choix d'orientation (vers des études supérieures ou vers des métiers). De nombreux enseignants se sentent insuffisamment outillés pour accompagner l'orientation alors que les jeunes sont en demande d'accompagnement et d'ouverture vers la connaissance (découverte) des mondes du travail.

Dans ce contexte, le Réseau SI recommande à JEEP :

- De déployer son action à partir des enjeux identifiés
- D'intégrer, dans les modules, les enjeux des transitions sociétales (écologique, numérique,...)
- D'orienter ses modules vers :
 - la conscientisation des jeunes contre les stéréotypes liés aux trajectoires professionnelles du monde d'avant
 - la connaissance de soi dans sa dialectique avec la connaissance du monde
 - le développement de l'esprit d'entreprendre et de travailler dans les filières responsables sur le plan écologique et social
 - les usages pertinents du numérique (développement de connaissances, compétences et usages responsables du numérique).
- De s'adresser à un plus grand nombre d'établissements
- De proposer davantage d'offres de rencontre entre les jeunes et les mondes du travail mais aussi avec des acteurs soucieux de sensibiliser la société aux enjeux actuels et futurs
- De devenir un acteur plus important de l'orientation en CFBW via le Pacte d'excellence
- De développer davantage son expertise sur la transition et l'orientation
- De continuer à développer son offre de services de jobs étudiants pour stimuler l'expérience des jeunes